

DECISION n° 263/2016/ARS/DIR/POS
portant renouvellement d'autorisation du programme ETP
« Programme d'Education thérapeutique du patient insuffisant cardiaque »
du Centre Hospitalier Gabriel Martin

Le Directeur Général de l'Agence de Santé Océan Indien

- VU le code de la santé publique, et notamment les articles L.1161-1, L.1161-2, L.1161-4, L.1162-1 ;
- VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
- VU le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des agences régionales de santé ;
- VU le décret du 15 juillet 2015 portant nomination de Monsieur François MAURY en qualité de Directeur Général de l'Agence de Santé Océan Indien ;
- VU les décrets n° 2010-904 et n° 2010-906 du 2 août 2010 relatifs aux conditions d'autorisation des programmes d'éducation thérapeutique du patient et aux compétences requises pour dispenser l'éducation thérapeutique du patient ;
- VU l'arrêté du 2 août 2010 modifié relatif aux compétences requises pour dispenser ou coordonner l'éducation thérapeutique du patient ;
- VU l'arrêté du 14 janvier 2015 relatif au cahier des charges des programmes d'éducation thérapeutique du patient et à la composition du dossier de demande de leur autorisation et de leur renouvellement et modifiant l'arrêté du 2 août 2010 modifié relatif aux compétences requises pour dispenser ou coordonner l'éducation thérapeutique du patient ;
- VU la décision n° 287-2012/ARS/DIR/POS du 23/11/2012 portant autorisation de programme d'éducation thérapeutique du patient au Centre Hospitalier Gabriel Martin ;
- VU la demande présentée par le Directeur du Centre Hospitalier Gabriel Martin sollicitant le renouvellement du programme ETP « Programme d'Education thérapeutique du patient insuffisant cardiaque » accordé le 23/11/2012,

CONSIDERANT que tous les membres de l'équipe devront être formés à la dispensation de l'ETP suivant les dispositions de l'arrêté du 14 janvier 2015,

DECIDE

ARTICLE 1 : Le renouvellement d'autorisation du Centre Hospitalier Gabriel Martin (*FINESS Juridique : 97 042 103 8 - FINESS établissement : 97 040 006 5*) pour le **programme ETP «Programme d'Education thérapeutique du patient insuffisant cardiaque »** est accordée avec réserve.

ARTICLE 2 : L'autorisation mentionnée à l'article 1 est assortie de la réserve suivante :

- La formation de tous les membres de l'équipe à la dispensation de l'ETP avant le 14 janvier 2017 conformément à l'arrêté ETP du 15 janvier 2015.

ARTICLE 3 : L'autorisation est accordée pour une durée de quatre ans à compter du jour suivant l'échéance de la validité précédente, soit à compter du 23/11/2016.

ARTICLE 4 : Cette autorisation ne vaut pas engagement de financement de l'ARS.

ARTICLE 5 : Conformément à l'article R 1161-6 du code de la santé publique, toutes modifications portant sur le changement du coordonnateur mentionné à l'article R 1161-3, sur les objectifs du programme ou la source de financement du programme sont subordonnées à une autorisation préalable. Les autres éléments de l'autorisation font l'objet d'une déclaration annuelle.

ARTICLE 6 : L'autorisation peut être renouvelée par le directeur général de l'agence régionale de santé, pour une durée identique, sur demande du titulaire de l'autorisation adressée au plus tard quatre mois avant sa date d'expiration, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception dans les conditions fixées au III de l'article R1161-4 et à l'annexe III de l'arrêté du 14 janvier 2015 (soit avant le 22/07/2020).

ARTICLE 7 : La présente décision, peut faire l'objet d'un recours hiérarchique auprès de la ministre des Affaires sociales et de la Santé, dans un délai de deux mois suivant sa notification ou, pour les tiers, sa publication. Ce recours hiérarchique ne constitue pas un préalable obligatoire au recours contentieux, qui peut être formé devant le Tribunal Administratif de Saint Denis, 27 rue Félix Guyon, 97400 Saint Denis dans le même délai suivant sa notification ou sa publication.

ARTICLE 8 : Le Directeur de la Délégation de La Réunion de l'Agence de Santé Océan Indien est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de La Réunion.

Fait à Saint Denis, le 19 décembre 2016

P/ Le Directeur Général

Le Directeur de la Délégation
de l'île de La Réunion

Bertrand PARENT